

L'AVENIR DE L'EUROPE SE JOUE À ATHÈNES

Une nouvelle fois, l'Europe est suspendue aux résultats d'un scrutin en Grèce.

Le référendum, organisé dimanche 5 juillet, s'annonce très serré, entre les partisans du non, soutenus par le gouvernement d'Alexis Tsipras, et ceux du oui, au coude-à-coude dans les sondages.

ANGOISSE. Depuis l'annonce surprise, le 27 juin, du premier ministre, Alexis Tsipras, - au milieu de négociations très tendues à Bruxelles - de soumettre au peuple grec le projet d'accord entre son gouvernement et les créanciers du pays, qui souhaitent des mesures drastiques d'économie, la confusion règne de nouveau à Athènes. Le contrôle des capitaux, imposé pour éviter les retraits massifs dans les banques - limités à 60 euros par jour -, alimente un sentiment d'angoisse sur les lendemains de référendum, dans une société de plus en plus divisée.

RASSEMBLEMENTS. Vendredi 3 juillet, des dizaines de milliers de personnes ont participé à deux rassemblements à quelques centaines de mètres de distance. Place Syntagma, Alexis Tsipras galvanisait ses troupes : « Nous fêtons la victoire de la démocratie. La Grèce envoie un message de dignité, personne n'a le droit de diviser l'Europe. » Devant plus de 25 000 personnes, il a appelé à voter contre « les technocrates de l'austérité ».

A moins d'un kilomètre, plus de 22 000 manifestants se sont réunis au vieux stade olympique pour appeler à voter « oui à l'Europe ». « Nous sommes entraînés dans un référendum inutile qui divise le peuple et fait mal au pays », a dénoncé le maire d'Athènes, Georges Kaminis (indépendant, soutenu par le Pasok).

NÉGOCIATIONS. Le scrutin est suivi avec une grande attention dans les capitales européennes, où plusieurs dirigeants, à l'image du président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, ont appelé à voter oui. « Si les Grecs votent non, la position grecque sera considérablement affaiblie », a affirmé M. Juncker qui a essayé à plusieurs reprises de faire revenir Athènes à la table de négociations malgré le refus de Berlin.

DÉFAUT. Une autre personnalité, moins connue, mais très influente pour le sort de l'économie grecque, est indirectement intervenue dans le débat. L'Allemand Klaus Regling, directeur général du Fonds européen de stabilité financière, a déclaré que la Grèce était officiellement « en défaut », après le non-remboursement de 1,6 milliard d'euros dus au FMI, le 30 juin. « Ce défaut est une cause de grave inquiétude. Cela rompt l'engagement pris par la Grèce d'honorer ses obligations financières et ouvre la voie à de sévères conséquences pour l'économie et le peuple grec », a déploré le président du Fonds, le plus gros créancier de la Grèce (144,6 milliards d'euros). Certaines sources à Bruxelles n'hésitent plus à dire qu'elles sont prêtes à « assumer le Grexit », même si cela coûte plusieurs dizaines de milliards d'euros.

Le président du Conseil européen, Donald Tusk, appelle dans un entretien au site Politico à éviter les « messages dramatiques ». Sur un ton plus conciliant que d'autres responsables européens, il indique que le référendum ne porte pas « sur le maintien ou non dans l'eurozone ». Mais, quel que soit le résultat du scrutin, la pression des créanciers sur le gouvernement Tsipras sera énorme. ■

ALAIN SALLES



Alexis Tsipras en meeting pour le non, à Athènes, le 3 juillet.

PETROS KARADJIAS/AP

► L'issue du référendum grec de dimanche 5 juillet est totalement incertaine, selon les ultimes sondages. Les deux camps se sont mobilisés jusqu'au bout

► « Le Monde » examine deux scénarios, celui du oui au référendum (page 2) et celui où le non l'emporte (page 3), comme le souhaite Alexis Tsipras

► Jacques Delors appelle à « poursuivre l'odyssée » avec Athènes. Jean-Claude Trichet prédit une « catastrophe » en cas de « Grexit »

ÉDITORIAL **M**
LE RÉFÉRENDUM, UNE CLARIFICATION NÉCESSAIRE
→ LIRE PAGE 18

« François Hollande doit mettre son veto à une sortie de la Grèce »

► L'économiste Thomas Piketty dénonce les apprentis sorciers européens

ENTRETIEN

Thomas Piketty, 44 ans, est professeur à l'École d'économie de Paris et l'auteur du best-seller *Le Capital au XXI^e siècle* (Seuil, 2013).

Comment jugez-vous le bilan de François Hollande, qui semble se cacher derrière Angela Merkel dans la crise grecque ?

François Hollande doit s'exprimer solennellement pour dire qu'il mettra son veto à l'expulsion de la Grèce de la zone euro quoi qu'il arrive. Il est très important que quel que soit le résultat du référendum, le lundi, les Européens acceptent enfin de négocier la restructuration de la dette. En 2012, ils avaient promis une restructuration aux Grecs dès qu'ils dégageraient un excédent primaire, c'est-à-dire un excédent budgétaire hors service de la dette. On y est depuis fin 2014, mais les Européens ont trahi leur promesse.

Un veto peut s'avérer impuissant. La Grèce ne va-t-elle pas mourir par étouffement si on lui coupe les vivres ?

Pas si la France s'y oppose. Mais si elle continue à avoir une attitude molle, il y a un vrai risque que les conservateurs détrui-



ED ALCOCK / M.Y.O.P.

sent l'Europe, en expulsant un pays d'une façon hyper-violente, en asphyxiant son économie. Cela créera en Grèce un ressentiment et une acrimonie dont on n'a pas idée ! Quand on aura expulsé Tsipras du pouvoir, on se retrouvera avec la Grèce proche de la Russie. Tous les discours d'extrême droite disant que la sortie de l'euro est possible s'en trouveront renforcés. Nous avons affaire à des apprentis sorciers qui s'imaginent qu'on va discipliner, stabiliser la zone euro, en expulsant un pays.

PROPOS RECUEILLIS PAR ARNAUD LEPARMENTIER

→ LIRE LA SUITE PAGE 16

EN ETHIOPIE, LE COMBAT D'UNE FEMME CONTRE LES TRADITIONS
COUP DE CŒUR DES EXPLOITANTS GÉRARDMER 2015



SUNDANCE PRIX DU PUBLIC BERLIN PANORAMA PRIX DU PUBLIC VALENCIENNES PRIX DU JURY

DIFRET

UN FILM DE ZERESENAY BERHANE MEHARI

AU CINÉMA LE 8 JUILLET

« Le non "pur" conduit à la catastrophe immédiate »



ENTRETIEN

Pour Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne de 2003 à 2011, le problème majeur est celui des réformes de structure pour élever le potentiel de croissance du pays.

La crise grecque fait-elle courir des risques de contagion à la zone euro ?

La contagion peut cheminer par trois canaux. Le canal financier d'abord : par rapport à la situation que j'ai connue en 2010 et 2011, la résilience économique et financière de la zone euro a fait de grands progrès. Ce canal de contagion est moins important qu'auparavant, même s'il n'est pas inexistant. Il faut y ajouter le canal de la contagion systémique : une catastrophe économique et financière en Grèce peut être interprétée par une partie des investisseurs internationaux comme confirmant leurs pré-supposés sur le caractère provisoire du concept même de la zone euro, avec la volonté de continuer l'effeuillage des pétales de la « marguerite euro ». Je pense ce risque relativement faible à court terme. Il y a enfin le canal du risque géostratégique : la Grèce est proche des Balkans, non encore totalement stabilisés, elle est particulièrement sensible aux conflits au sein du monde orthodoxe, elle est proche du Moyen-Orient, de ses guerres et de ses réfugiés.

Quels sont les scénarios pour l'après-référendum ?

D'abord la décision appartient au peuple grec. La confusion sur la signification exacte du oui et du non reste importante. Comme citoyen français et européen, je souhaite ardemment que le oui l'emporte. Il faudra alors accélérer la mise au point de l'accord indispensable, de sorte que la confiance nationale, européenne et internationale revienne au plus vite.

Le non « pur » conduit à la catastrophe immédiate. Désormais, le premier ministre dit que le non est un mandat pour négocier un accord plus favorable. Mais la crédibilité de la Grèce ayant déjà été dramatiquement entamée par les péripéties précédentes, tout affaiblissement de l'accord du point de vue économique et budgétaire risque de ne convaincre personne et de ne pas rétablir la confiance.

Imaginons un « Grexit ». Mais comment sort-on techniquement de l'euro ?

La sortie de la Grèce de la zone euro entraînerait des souffrances considérables, alors que les efforts très importants fournis jusqu'à présent avaient permis d'équilibrer les comptes externes du pays et lui permettaient enfin d'envisager croissance et création d'emplois. C'est un crève-cœur : encore au début de l'année, le FMI prévoyait 2,5 % de croissance cette année et 3,7 % en 2016. La raréfaction progressive et rapide des moyens de paiement en euros conduirait à une contraction énorme du PIB. Il faudrait introduire de nouveaux moyens de paiement, les revenus réels des Grecs s'effondreraient, tandis que les prix des produits importés flamberaient.

Qu'est-ce qui fait que les moyens de paiement se raréfieraient en Grèce ?

La Grèce ayant choisi dans cette hypothèse de ne plus avoir d'accord avec ses amis européens et internationaux, les banques grecques deviendraient techniquement insolubles. Elles ne pourraient plus être alimentées en liquidités par l'eurosystème. On assisterait donc à une énorme contraction des liquidités en euros avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer. J'espère que le gouvernement grec est conscient des difficultés énormes qu'il faudrait affronter.

Et pour l'Europe ?

Le vrai risque de la sortie de la Grèce est surtout de nature géopolitique. C'est la crédibilité même de l'Europe sur le plan géostratégique qui serait gravement affectée. L'Union européenne et les institutions de la zone euro prouveraient qu'elles sont incapables de gérer de manière ordonnée un problème relativement mineur. Or c'est cette même Europe que le reste du monde considérerait crédible pour ancrer solidement l'ancienne Europe

« LE VRAI RISQUE DE LA SORTIE DE LA GRÈCE EST ESSENTIELLEMENT DE NATURE GÉOPOLITIQUE »

communiste, pour accueillir le moment venu les pays des Balkans, et pour préserver la stabilité socio-économique sur un continent, lui-même très proche de zones hautement conflictuelles en Ukraine, au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne.

L'accord « réformes contre nouveaux prêts », s'il finissait par être accepté, résoudrait-il les problèmes de la Grèce ?

Il serait indispensable que cet accord soit signé. Il a sûrement des imperfections, mais il aurait le mérite de rétablir rapidement la confiance. Le problème majeur est celui des réformes de structure pour élever le potentiel de croissance du pays, qui est beaucoup trop faible. Les rentes sont généralisées et tous les marchés fonctionnent mal. Et la compétitivité coût du pays n'a pas fait les mêmes progrès qu'en Irlande ou qu'en Espagne. Or sans compétitivité, pas de croissance suffisante et pas de création d'emplois suffisante.

Et la dette ? Ne faut-il pas, comme le demande le gouvernement Tsipras, la restructurer ?

La dette est évidemment un problème important. Mais il faut voir de quoi l'on parle : les créanciers privés ont contribué à réduire l'encours de dette d'environ 107 milliards d'euros en 2013. Il s'agit maintenant essentiellement de la créance, directe ou indirecte, des contribuables français, allemands, belges, italiens, espagnols et des pays de la zone euro. On parle allègrement, comme si ce n'était pas leur argent, de pertes potentielles énormes pour les contribuables amis de la Grèce qui ont tenu à l'aider : environ 45 milliards d'euros pour les Français ! Mon sentiment est que si un plan crédible est agréé et si la volonté du gouvernement grec de le mettre en œuvre est claire, les pays amis seraient prêts à allonger encore la durée des remboursements et à abaisser les taux d'intérêt.

Certains, notamment en Allemagne, assurent qu'il vaut mieux laisser la Grèce quitter la zone euro.

J'ai toujours pensé que ce serait une erreur insigne de prendre prétexte des contradictions du gouvernement grec pour expulser le pays de la zone euro. Certains en ont peut-être eu la tentation. Mais aucun des dix-huit pays membres autres que la Grèce n'a joué ce jeu. Pour la première fois dans la zone euro, nous nous trouvons en présence d'un pays qui s'oppose véhémentement aux dix-huit autres démocraties de la zone et en revendique hautement sa singularité partisane. La démocratie grecque est évidemment totalement légitime, y compris, le cas échéant, si elle persiste dans la négation des principes coopératifs admis jusqu'à présent : cette possible collision de légitimités démocratiques doit pouvoir trouver une meilleure issue institutionnelle que l'affrontement conduisant à la catastrophe pour l'un et à l'échec pour les autres.

Pour cette raison, les Européens devraient à l'avenir dépasser un tel affrontement en confiant le dernier mot au Parlement européen (ou à une réunion du Parlement européen et de délégués des parlements nationaux) dans une formation réunissant les parlementaires de la zone euro. Cette procédure exceptionnelle aurait trois avantages : une solution serait trouvée sans drame ; le principe de subsidiarité serait respecté puisque la procédure serait réservée à des cas exceptionnels ; surtout, les représentants du peuple décidant en dernier ressort, la légitimité démocratique de la gouvernance économique de la zone euro serait incontestable. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉCILE DUCOURTIEUX ET ARNAUD LEPARMENTIER

« Il faut restructurer l'ensemble des dettes européennes »

L'économiste Thomas Piketty plaide pour une nouvelle gouvernance démocratique

SUIITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Vous voulez restructurer la dette, mais le FMI s'y refuse par principe.

Le FMI a pris l'habitude dans la communauté internationale de ne jamais effacer ses dettes. L'Europe devrait reprendre la partie de la dette du FMI : c'est 20 ou 30 milliards d'euros, alors que le bilan de la BCE avec la politique de quantitative easing de Mario Draghi doit passer de 2 000 à 3 000 milliards. On parle d'un pays dont le PIB représente 2 % de la zone euro. Il faut commencer par sortir le FMI du jeu et régler ça entre Européens. Depuis le début, ça n'a fait que rajouter une couche d'opacité sur des institutions européennes et des négociations extrêmement opaques.

Le FMI est dur parce que Christine Lagarde est candidate à sa réélection ?

Le FMI a toujours été très conservateur. Il fait semblant par moments de s'être adouci, d'avoir une vision plus sociale, plus réaliste de l'économie, mais dans le fond il a toujours été très dogmatique.

Que se passe-t-il une fois que la dette est reprise par les Européens ?

Il faudrait deux choses pour sortir de la crise en Europe : une conférence des pays de la zone euro sur la dette – comme il y en a eu dans l'après-seconde guerre mondiale – pour restructurer l'ensemble des dettes européennes – non seulement la dette grecque mais aussi celles portugaise, italienne ; trouver une clé de répartition par rapport aux augmentations de dettes qui ont eu lieu à la suite de la crise financière. Et il faudrait une nouvelle gouvernance démocratique pour éviter que ce genre de désastre ne se reproduise.

Il faut aussi restructurer la dette française qui est passée de 65 % du PIB au début de la crise en 2008 à presque 100 % aujourd'hui ?

Toute la partie supérieure à 60 % du PIB devrait être mise dans un fonds commun de réduction de la dette publique européenne. Ensuite, il faudrait un moratoire sur tous les paiements pendant un certain nombre d'années. Le problème actuellement c'est qu'on a le nez dans le guidon. Dans l'histoire, on trouve des dettes publiques bien supérieures à 200 % du PIB et on s'en est toujours sorti. La première méthode, observée au XIX^e siècle au Royaume-Uni, consiste à accumuler des excédents budgétaires. Cela peut marcher, mais ça prend des dizaines d'années, dans lesquelles on met plus d'argent à rembourser des intérêts qu'à investir dans l'avenir.

L'autre solution, celle de l'Allemagne et de la France dans les années 1950, c'est un mélange de restructuration, d'annulation de dette, d'inflation, d'impôts exceptionnels sur les patrimoines privés, qui ont permis à ces deux pays de réduire leur dette de plus de 200 % du PIB en 1945 à guère plus de 30 % en 1955, sans jamais les rembourser. En pourcentage du PIB européen, l'annulation de la dette extérieure allemande en 1953 fut bien plus importante que la dette publique grecque actuelle...

A l'époque, on est dans une dynamique de croissance de 6 % à 7 %...

C'est justement ça qui va faciliter la croissance des années 1950-1960. L'Europe s'est construite sur l'annulation des dettes du passé. On a dit aux jeunes Allemands et aux jeunes Français des années 1950 qu'ils n'étaient pas responsables des dettes de leurs parents ou des gouvernements précédents. Il faut aujourd'hui faire de même.

Que dites-vous au retraité d'Allemagne ou de France qui explique que l'annulation de la dette lui coûte 700 euros ?

C'est une année de croissance. Dans cette crise qui nous a mis en stagnation, on a perdu beaucoup plus d'argent à cause de la croissance que tout ce qu'on pourrait perdre avec la dette grecque. A un moment, quand les dettes sont trop élevées, cela pèse sur la croissance d'une façon telle qu'il vaut mieux les annuler. On vit actuellement dans une phase où on a beaucoup d'amnésie historique, d'ignorance historique parfois, ce qui est problématique, surtout s'agissant de l'Europe, de l'Allemagne, de la France.



ERIC PIERMONT/AFP

« L'EUROPE S'EST CONSTRUITE SUR L'ANNULATION DES DETTES DU PASSÉ »

Comment pouvez-vous dire aux jeunes générations de Grecs – qui ont un taux de chômage de 30 %, qui viennent de subir un ajustement budgétaire de 12 % du PIB au cours des cinq dernières années – qu'il va leur falloir augmenter leur excédent primaire de 1 % du PIB en 2015 à 2 % en 2016, 3 % en 2017, 4 % en 2018, et qu'ils vont ensuite repayer pendant quarante ans 4 % du PIB ? C'est toujours la proposition officielle de la Commission européenne publiée sur son site le week-end dernier. Cela n'a aucun sens.

Que dites-vous au Slovaque et au Balte qui ont un salaire minimum et une retraite plus faible qu'en Grèce, qu'ils doivent financer le sauvetage grec ?

Il n'est pas normal que les Portugais ou les Slovaques soient mis à contribution dans les mêmes proportions que les Français ou les Allemands. Il faut une restructuration d'ensemble, prenant en compte la situation de chacun.

D'accord, mais finalement qui paiera ? Les Allemands et les Français, ou personne ?

C'est une dette vis-à-vis de nous-mêmes. La zone euro dans son ensemble détient plus d'actifs financiers dans le reste du monde que le reste du monde n'en détient dans la zone euro. C'est une dette interne qui aujourd'hui handicape la croissance partout. Repayer pendant des décennies n'est pas la solution.

Vous proposez un transfert financier régional et générationnel : les retraités vont devoir renoncer à une partie de leur épargne au profit des actifs ?

Ce que je propose est un ajustement en faveur des jeunes générations. Et surtout entre les personnes qui détiennent plus de patrimoine par rapport à ceux qui en détiennent moins. N'oublions pas qu'à l'intérieur d'une tranche d'âge, les inégalités de patrimoine sont presque aussi fortes que sur la population dans son ensemble. Le but est de répartir l'effort de la façon la moins injuste et la plus efficace possible. L'austérité actuelle a pesé sur les jeunes et les plus modestes. Il faut inverser ces choix.

Comment organisez-vous démocratiquement cet apurement de la dette ?

Il faut instaurer une chambre parlementaire de la zone euro dans laquelle chaque pays serait représenté par des députés issus de son Parlement national en proportion de sa population. Cette chambre fixerait le rythme d'apurement des dettes, le niveau commun de déficit public, d'investissement public. C'est tout à fait normal : à partir du moment où on a une monnaie commune, il faut le faire en commun, mais de façon démocratique. Cela conduit à de la discipline budgétaire, tout en évitant l'austérité. Beaucoup de personnes en Allemagne auraient peur d'un choix majoritaire sur le niveau de déficit. Mais le contournement de la démocratie par des règles rigides et des procédures technocratiques n'est pas la solution. Cela nous a conduits au bord du gouffre, il faut maintenant rompre avec cette logique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR AR. LE.